Rôle de la séance publique du 06/05/2024 à 13h30

Présidente : Madame MARKARIAN
Assesseurs : Monsieur FAÏCK et Madame GAILLARD
Greffière : Madame JUSSY

RAPPORTEUR PUBLIC : M. DUFOUR

01) N° 2202914 **RAPPORTEUR : M. FAÏCK**

Demandeur Mme G. G.

SELARL
GRIMALDI-MOLINA ET
ASSOCIES

Défendeur COMMUNE DE THURE

Mme G. demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2100344 du 3 octobre 2022 par lequel le tribunal administratif de Poitiers a rejeté sa demande tendant, d'une part, à l'annulation de la décision du 2 octobre 2020 par laquelle le maire de la commune de Thuré a refusé de la placer en congé pour invalidité temporaire imputable au service ainsi que la décision du 8 décembre 2020 portant rejet de son recours gracieux et d'autre part, ses conclusions à fin d'injonction ; 2°) d'annuler les décisions contestées ; 3°) d'enjoindre la commune de reconnaître sa maladie professionnelle dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'arrêt à intervenir et ce, sous astreinte de 200 euros par jour de retard ; 4°) de mettre à la charge de la commune de Thuré la somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

02) N° 2202976 **RAPPORTEUR : M. FAÏCK**

Demandeur Mme G. C.

CABINET DRAGON &
ASSOCIES

Défendeur COMMUNE DE LA ROCHELLE

SCP LAGRAVE JOUTEUX

Mme G. demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2102423 du 3 octobre 2022 par lequel le tribunal administratif de Poitiers a rejeté sa demande tendant, d'une part, à l'annulation de la décision et l'arrêté du 22 juillet 2021 par lesquels le maire de la commune de La Rochelle a refusé de reconnaître imputable au service l'événement du 2 juillet 2020 qu'elle a déclaré en accident de service et d'autre part, à ce qu'il soit enjoint à la commune de reconnaître l'imputabilité au service de l'accident du 2 juillet 2020 ; 2°) d'annuler l'arrêté et la décision contestés ; 3°) d'enjoindre à la commune de reconnaître l'imputabilité au service de l'accident en date du 2 juillet 2021 ; 3°) de mettre à la charge de la commune la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. DUFOUR

03) N° 2202977

RAPPORTEUR : M. FAÏCK

Demandeur Mme G. C.

CABINET DRAGEON &
ASSOCIES

Défendeur COMMUNE DE LA ROCHELLE

SCP LAGRAVE JOUTEUX

Mme G. demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2002685 du 3 octobre 2022 par lequel le tribunal administratif de Poitiers a rejeté sa demande tendant, d'une part, à l'annulation a décision du 2 septembre 2020 par laquelle le maire de la commune de La Rochelle a procédé à son changement d'affectation, ensemble la décision de rejet du 18 septembre 2020 du recours préalable qu'elle a exercé à l'encontre de la décision du 2 septembre 2020 et d'autre part, à ce qu'il soit enjoint à la commune de la réintégrer dans ses fonctions précédentes ; 2°) d'annuler les décisions contestées ; 3°) d'enjoindre à la commune de la réintégrer ; 3°) de mettre à la charge de la commune la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

04) N° 2202980

RAPPORTEUR : M. FAÏCK

Demandeur Mme A. G.

CABINET DRAGEON &
ASSOCIES

Défendeur COMMUNE DE LA ROCHELLE

SCP LAGRAVE JOUTEUX

Mme A. demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2100262 du 31 octobre 2022 par lequel le tribunal administratif de Poitiers a rejeté sa demande tendant à la condamnation de la commune de La Rochelle à réparer les préjudices personnels, moraux et professionnels qu'elle estime avoir subis du fait d'illégalités fautives, pour un montant de 40 000 euros ; 2°) d'annuler la décision implicite de rejet de demande indemnitaire ; 3°) de condamner la commune à lui verser la somme de 40 000 euros ; 4°) de mettre à la charge de la commune la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

05) N° 2301437

RAPPORTEUR : M. FAÏCK

Demandeur OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT LIMOGES METROPOLE M.

ADALTYS AFFAIRES
PUBLIQUES

Défendeur M. LEURET Nicolas, mandataire de TEKNISOLS

L'office public de l'habitat LIMOGES HABITAT demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2001097 du 23 mai 2023 par lequel le tribunal administratif de Limoges a porté au titre du solde du décompte de liquidation du lot n° 7 « revêtement de sol » d'un marché de travaux portant sur la réhabilitation de quarante-huit logements de la résidence Le Château à Panazol conclus entre l'office public de l'habitat LIMOGES HABITAT et la société TEKNISOLS à la somme de 46 848,84 euros TTC et, par suite, mis cette somme à sa charge ; 2°) de rejeter la requête de la société TEKNISOLS ; 3°) de mettre à la charge de de la société TEKNISOLS la somme de 5 000 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. DUFOUR

06) N° 2301444

RAPPORTEUR : M. FAÏCK

Demandeur OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT LIMOGES METROPOLE

ADALTYS AFFAIRES
PUBLIQUES

Défendeur M. LEURET Nicolas, mandataire de TEKNISOLS

L'office public de l'habitat LIMOGES HABITAT demande à la cour : 1°) de prononcer le sursis à l'exécution du jugement n° 2001097 du 23 mai 2023 du tribunal administratif de Limoges en application de l'article R. 811-16 du Code de justice administrative en tant qu'il a porté le solde des marchés de la société TEKNISOLS à 46 848,84 euros TTC après y avoir intégré la somme de 18 911,59 euros TTC facturés par la société Parneix, titulaire du marché de substitution lot n°7 « revêtement de sol » portant sur la réhabilitation de quarante-huit logements de la résidence Le Château à Panazol ; 2°) à titre subsidiaire, en application de l'article R. 811-17 du Code de justice administrative de prononcer le sursis à l'exécution du jugement n° 2001097 du 23 mai 2023 du tribunal administratif de Limoges en tant qu'il a porté le solde des marchés de la société TEKNISOLS à 46 848,84 euros TTC après y avoir intégré la somme de 18 911,59 euros TTC facturés par la société Parneix, titulaire du marché de substitution ; 3°) de mettre à la charge de la société TEKNISOLS la somme de 5 000 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

07) N° 2301949

RAPPORTEUR : M. FAÏCK

Demandeur Mme S. L.

LELONG DUCLOS
AVOCATS

Défendeur PREFECTURE DE LA VIENNE - CONTENTIEUX DES
ETRANGERS

Mme S. L. demande à la cour d'annuler le jugement n° 2101244 - 2101245 du 11 mai 2023 du tribunal administratif de Poitiers rejetant sa demande d'annulation de l'arrêté du 20 octobre 2020 de la préfète de la Vienne lui a retiré ses cartes de séjour temporaires, et de l'arrêté du 21 juillet 2020 de la préfète de la Vienne qui lui a retiré son titre de séjour temporaire pluriannuel.

08) N° 2400047

RAPPORTEUR : M. FAÏCK

Demandeur M. H. H.

LELONG DUCLOS
AVOCATS

Défendeur PREFECTURE DE LA VIENNE - CONTENTIEUX DES
ETRANGERS

M. H. H. relève appel du jugement n° 2101190 du 28 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Poitiers a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté 20 octobre 2020 par lequel la préfète de la Vienne lui a retiré ses cartes de séjour temporaires valables du 11 mai 2012 au 10 novembre 2012, du 4 octobre 2012 au 3 octobre 2013, du 23 octobre 2013 au 22 octobre 2014, du 26 janvier 2015 au 25 janvier 2016 et du 27 janvier 2016 au 26 janvier 2017.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. DUFOUR**09) N° 2200845****RAPPORTEURE : Mme GAILLARD**

Demandeur	SAS LES GRANDS TRAVAUX DE L'OCEAN INDIEN (GTOI)	CABINET UGGC ASSOCIES
Défendeur	GROUPE HOSPITALIER EST REUNION SOCIETE ICADE PROMOTION SOCIETE GROUPE 6 SOCIETE COORDINATION PILOTAGE ET SERVICES (CPS) SOCIETE DIONYSIENNE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION (SEMAC)	CABINET CHAUTEMPS CABINET DE CHAUVERON VALLERY-RADOT LECOMTE FOUQUIER CLL AVOCATS DUGOUJON ET ASSOCIES SCP CANALE GAUTHIER ANTELME

La Sas Les Grands Travaux de l'Océan Indien (GTOI) demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 1701175, 1901352 du 10 janvier 2022 par lequel le tribunal administratif de La Réunion a rejeté sa demande tendant à la fixation du solde du décompte général et définitif du marché de construction du pôle sanitaire de l'Est de La Réunion (lot n° 2) et à la condamnation, d'une part, solidaire ou à défaut in solidum, du Groupe hospitalier Est Réunion (GHER) et des sociétés Icade G3A, Groupe 6 et Coordination pilotages et services à lui payer la somme de 9 762 089,43 € TTC, d'autre part, du GHER à lui payer, au titre des réclamations dirigées contre le seul maître d'ouvrage, la somme de 1 739 046,56 € TTC et, au titre du solde du décompte du marché hors réclamations, la somme de 1 463 479,63 € TTC ; 2°) de fixer le solde du décompte général et définitif à la somme de 12 964 902,10 € TTC ; 3°) de condamner solidairement ou à défaut in solidum le GHER et les sociétés Icade G3A, Groupe 6 et Coordination pilotages et services à lui payer la somme de 9 762 375,87 € TTC ; 4°) de condamner le GHER, au titre des réclamations dirigées contre le seul maître d'ouvrage, à lui payer la somme de 1 739 046,56 € TTC ; 5°) de condamner le GHER, au titre du solde du décompte du marché hors réclamations, à lui payer la somme de 1 463 479,63 € TTC ; 6°) de juger que les sommes dues par le GHER porteront intérêts moratoires à compter du 24 juillet 2012, à titre principal au taux de 8%, subsidiairement au taux de 2,71%, et que ces intérêts moratoires feront l'objet d'une capitalisation chaque année ; 7°) de juger que les sommes dues par les sociétés Icade G3A, Groupe 6 et Coordination pilotages et services porteront intérêts moratoires au taux de l'intérêt légal et feront l'objet d'une capitalisation annuelle ; 8°) de mettre solidairement à la charge du GHER et des sociétés Icade G3A, Groupe 6, et Coordination pilotages et services une somme de 10 000 € au titre de l'article L. 761-1 du CJA.

10) N° 2201565**RAPPORTEURE : Mme GAILLARD**

Demandeur	M. N. L.	Me GOMEZ
Défendeur	COMMUNE DE LANGON	CABINET LEXIA

M. L. N. demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2004827 du 31 mars 2022 lequel le tribunal administratif de Bordeaux a rejeté sa demande tendant d'une part, à la désignation avant-dire droit un expert, afin qu'il se prononce sur son taux d'incapacité permanente, et qu'il fixe la date de consolidation de son état de santé et enfin, s'il n'est pas consolidé, qu'il détermine son taux d'incapacité temporaire, d'autre part à l'annulation des arrêtés n°2020-288, n°2020-294 du 16 juillet 2020, n°2020-334 du 11 août 2020 par lesquels le maire de la Commune de Langon l'a placé en congé de maladie ordinaire du 9 septembre 2019 au 10 juillet 2020, du 11 juillet 2020 au 6 août 2020, du 7 août 2020 au 7 septembre 2020 ; 2°) d'annuler les arrêtés n°2020-288 n°2020-294 et n°2020-334 émis le maire de la Commune de Langon, le plaçant en congé maladie ordinaire sur différentes périodes ; 3°) de désigner avant dire droit tel expert avec mission telle que décrite dans la requête introductive d'instance de première instance ; 4°) de mettre à la charge de la Commune de Langon la somme de 4 000 euros au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. DUFOUR

15) N° 2303153

RAPPORTEURE : Mme GAILLARD

Demandeur
Défendeur

M. O. A.
PREFECTURE DES HAUTES-PYRENEES

SP AVOCATS